

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

Principal Inside

Société civile de placement immobilier à capital variable
Siège social : 36 avenue Hoche – 75008 Paris
RCS Paris n° 991 025 271

**AVIS DE CONVOCATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 15 DECEMBRE 2025**

Les associés de la société civile de placement immobilier Principal Inside sont priés de bien vouloir assister à l'Assemblée Générale Mixte de la Société appelée à se tenir par téléconférence audiovisuelle, **le 15 décembre 2025, à 10 heures**, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après. A défaut de quorum, les associés sont informés que l'Assemblée Générale, sur seconde convocation, se tiendra le 22 décembre 2025 à 10h par téléconférence audiovisuelle.

ORDRE DU JOUR

A titre extraordinaire :

- modification du capital social maximum ;
- modification corrélative de l'article 7.2 des statuts ;
- modifications statutaires diverses ;
- rectification d'une erreur matérielle au sein des statuts ;

A titre ordinaire :

- rectification d'erreur matérielle dans le procès-verbal d'assemblée générale constitutive ;
- délégation de pouvoirs en vue des formalités.

Vous trouverez ci-dessous les projets du texte des résolutions relatives à cet ordre du jour, proposés par la Gérance :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de la Gérance et sur proposition de la Société de Gestion, décide de relever le montant du capital social maximal de la SCPI de 20.000.000 € (vingt millions d'euros) à 500.000.000 € (cinq cents millions d'euros).

En tant que de besoin, l'assemblée générale autorise également la Gérance, sous réserve de l'accord préalable du dépositaire, à procéder à la modification de la Note d'Information de la SCPI.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, décide par conséquent de modifier la première phrase de l'article 7.2 « Capital social maximum » des Statuts comme suit :

« Le capital social maximum s'élève à cinq cents millions d'euros (500.000.000 €). »

Le reste de l'article demeure inchangé.

TROISIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale décide en outre de modifier les statuts comme suit :

- Suppression de la liste des associés fondateurs présente dans le préambule des statuts ;
- Suppression du 4^{ème} paragraphe de l'article 8.1 « Augmentation de capital social ».

QUATRIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale constate également qu'une erreur matérielle est présente dans liste des associés fondateurs dans l'article 6 concernant Monsieur Didier Dielna et Madame Fanny Rosiers en ce qu'ils n'ont pas acquis en tant que copropriétaires indivis mais en cosouscription. Il y a donc lieu de corriger les statuts comme suit :

- remplacement dans l'article 6 dans la liste des associés fondateurs comme suit :

Ancienne version	Nouvelle version
<ul style="list-style-type: none">▪ Didier Dielna et Fanny Rosiers, copropriétaires indivis, ont apporté une somme totale de neuf mille neuf cents (9.900) euros de valeur nominale et quatre mille neuf cent cinquante (4.950) euros de prime d'émission, correspondant à soixante-six (66) parts, portant les numéros 4641 à 4706, de cent cinquante (150) euros de valeur nominale et soixante-quinze (75) euros de prime d'émission ;	<ul style="list-style-type: none">▪ Didier Dielna et Fanny Rosiers ont apporté une somme totale de neuf mille neuf cents (9.900) euros de valeur nominale et quatre mille neuf cent cinquante (4.950) euros de prime d'émission, correspondant :<ul style="list-style-type: none">○ à trente-trois parts (33) parts, portant les numéros 4641 à 4673, attribuées à Didier Dielna, et○ à trente-trois parts (33) parts, portant les numéros 4674 à 4706, attribuées à Fanny Rosiers, <p>de cent cinquante (150) euros de valeur nominale et soixante-quinze (75) euros de prime d'émission ;</p>

CINQUIÈME RESOLUTION

De même, l'assemblée générale constate qu'une erreur matérielle est présente dans le procès-verbal de l'assemblée générale constitutive des associés en date du 3 septembre 2025. En effet dans la première résolution portant nomination des premiers membres du conseil de surveillance, dans le dernier paragraphe, il y avait lieu de lire un droit au remboursement dans la limite d'un montant de 250 € par réunion du conseil de surveillance et non par an. Ainsi, le dernier paragraphe du procès-verbal est réécrit comme suit :

*« Les membres du Conseil de Surveillance ont droit au remboursement sur justificatifs original des frais réels exposés en France métropolitaine hors Corse pour se rendre aux réunions du Conseil de Surveillance dans la limite d'un montant de 250 € (deux cent cinquante euros) **par réunion du conseil** et par membre du Conseil de Surveillance au prorata de la présence au Conseil de Surveillance. Les membres du Conseil de Surveillance n'ont droit à aucune autre rémunération au titre de leur fonction. »*

SIXIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes aux fins d'effectuer toutes formalités consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.